

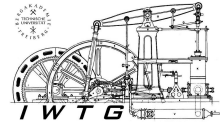


THE INTERNATIONAL
COMMITTEE FOR THE
CONSERVATION OF THE
INDUSTRIAL HERITAGE

L'ÉCOLE
DES HAUTES
ÉTUDES EN
SCIENCES
SOCIALES



L'ARX
EYNE
ÉCRIRE UNE HISTOIRE NOUVELLE DE L'EUROPE



The European Industrial Heritage of the First World War Paris, December 6 to 8, 2018

Call for papers

French version below

The First World War marked the history of Europe. It has been characterized by an unprecedented effort in industrial production, which today constitutes a common European heritage. The industrial heritage of the First World War, however, seems to be invisible: it is not identified or even defined as such, whereas this war was characterized by the massive use of industrial technology, both in the field of the production of weapons, aircraft and chemicals for military purposes as well as in the civil sector, particularly for agri-food production. It is interesting to note that conversely, the industrial heritage of the Reconstruction could be the subject of work.

How to define this heritage?

The industrial heritage of World War I is that of factories and all infrastructures – railway, port, airport, electricity... – built during the war to respond to the war effort or ensure the survival of populations. It may consist of factories or extensions of factories created specifically and it also concerns factories displaced because of the fighting and resettled, with adaptations, in former industrial sites. The material traces can also be those of urban plans inherited from military bases like the American ones in France. It concerns all the actors of this war, "allies" and "enemies". Undoubtedly, there is also an intangible heritage, films or testimonies collected on this production of war, which saw in particular the massive participation of women.

We voluntarily limit the scope to industries that were used during the war for the war effort and had to expand or build new spaces. It is not a question of approaching the theme of reconstruction.

A workshop organised in December 2017 in France by the CILAC and devoted to this theme, allowed to identify some preliminary points of reflection for the French case.

Thus, the various cases studied made it possible to emphasize that for the companies, the **architectural choices** had varied: maintaining a prestigious and careful architecture, resorting to techniques and materials of poor quality in a context of scarcity or use of the light prefabrication (metal structure and brick) in other cases. In the first case, the company relied on the reuse of the place after the conflict because it had to be short, or conversely, from 1917, because it thought it was going to end soon. In the last, it was mainly to quickly build large spaces suitable for productions such as mechanics or shells.

The question of the **conservation of these buildings and their heritage** has also shown that many buildings built during World War I were destroyed during the Second World War, or later, in the context of the extension of factories for respond to the growth of the market, or conversely, after the economic crisis, in the vast movement of destruction of abandoned industrial sites. The interest of the works was focused on

those who remain: very often, the current owners do not know the history of their factory and its historical importance; the same is true for the services of the State in charge of the heritage for which this criterion does not appear in the heritage analysis grids. In a few rare cases, the link with World War I is highlighted and is even a reason to visit.

The architectural, economic and political features in which the industrial sites of the First World War were built, however, fully justify their recognition alongside cemeteries and battlefields.

The organization of a European symposium, the first on this theme, is essential in order to establish an inventory of the material traces that still exist today and to draw the attention of the public authorities to the need to ensure their conservation. It would also participate in the construction of a history and a common European heritage. Most importantly, it would give visibility to a European network inside TICCIH.

Proposal to be sent by 9 July, in the form of an abstract of 300 words maximum accompanied by a short biography and 3 publication references to : cilac@cilac.com

Scientific committee:

- Florence Hachez-Leroy, Université d'Artois et Centre de recherches historiques, CNRS/EHESS, Presidente
- Helmuth Albrecht, Institute for Industrial Archaeology, History of Science and Technology, Freiberg
- Louis André, Université Rennes 2, Histoire et critiques des arts (EA 1279)
- Eusebi Casaneles, Life President of TICCIH, Former Director Museum de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya
- Jean-Louis Kerouanton, Université de Nantes, Centre François Viète
- Miles Oglethorpe, Historic Scotland
- Massimo Preite, Università degli Studi di Firenze
- Paul Smith, former senior researcher, French Ministry for Culture

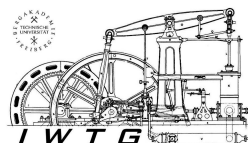


THE INTERNATIONAL
COMMITTEE FOR THE
CONSERVATION OF THE
INDUSTRIAL HERITAGE

L'ÉCOLE
DES HAUTES
ÉTUDES EN
SCIENCES
SOCIALES



L'ARX
EYNE
ÉCRIRE UNE HISTOIRE NOUVELLE DE L'EUROPE



Le patrimoine industriel de la Première Guerre mondiale Paris, du 6 au 8 décembre 2018

La Première Guerre mondiale a considérablement marqué l'histoire de l'Europe. Elle a été caractérisée par un effort sans précédent de la production industrielle, qui constitue aujourd'hui un patrimoine européen commun. Le patrimoine industriel de la Première Guerre mondiale semble cependant être invisible : il n'est pas identifié ni même défini comme tel, alors que cette guerre s'est caractérisée par le recours massif aux techniques industrielles, tant dans le domaine de la production d'armes, d'avions que de produits chimiques à des fins militaires, que dans le domaine civil en particulier pour la production agro-alimentaire. Il est intéressant de souligner qu'à l'inverse, le patrimoine industriel de la Reconstruction a pu faire l'objet de travaux.

Quelle définition ?

Le patrimoine industriel de la 1^{ère} Guerre mondiale est celui des usines et de toute infrastructure – ferroviaire, portuaire, aéroportuaire, électriques... – construites pendant la guerre pour répondre à l'effort de guerre ou assurer la survie des populations. Il peut être constitué d'usines ou d'extensions d'usines créées spécifiquement et il concerne aussi des usines déplacées en raison des combats et réinstallées, moyennant des adaptations, dans d'anciens sites industriels en zone libre. Les traces matérielles peuvent aussi être celles de plans urbains hérités des bases militaires comme celles américaines en France. Il concerne l'ensemble des acteurs de cette guerre, « alliés » et « ennemis ». Sans doute existe-t-il aussi un patrimoine immatériel, des films ou des témoignages recueillis sur cette production de guerre, qui a vu notamment la participation massive des femmes.

Nous limitons volontairement le champ aux industries qui ont été mises à contribution pendant la guerre pour l'effort de guerre et qui ont dû s'agrandir ou construire de nouveaux espaces. Il ne s'agit pas d'aborder le thème de la reconstruction.

Deux journées d'études consacrées à ce thème ont été organisées en décembre 2017 en France, et ont permis de dégager des premiers éléments de réflexion pour le cas français. Ainsi, les différents cas étudiés ont permis de souligner que selon les entreprises, les choix architecturaux avaient variés : maintien d'une architecture de prestige et soignée, recours à des techniques et matériaux de faibles qualités dans un contexte de pénurie ou encore usage de la préfabrication légère (structure métallique et brique) dans d'autres cas. Dans le premier cas, l'entreprise misait sur la réutilisation du lieu après le conflit car celui-ci devait être court, ou à l'inverse, à partir de 1917, parce qu'elle pensait qu'il allait bientôt se terminer. Dans le dernier, il s'agissait surtout de construire vite de grands espaces adaptés à des productions comme la mécanique ou la fabrication des obus. La question de la conservation de ces bâtiments et de leur patrimonialisation a également permis de montrer que beaucoup d'édifices construits pendant la 1^{ère} Guerre mondiale ont été détruits pendant la 2^e guerre mondiale, ou plus tard, dans le contexte d'extension des usines pour répondre à la croissance du marché, ou à l'inverse, après la crise économique, dans le vaste mouvement de destruction des

sites industriels abandonnés. L'intérêt des travaux ont été portés sur ceux qui restent : très souvent, les propriétaires actuels ignorent l'histoire de leur usine et son importance historique ; il en est de même des services de l'État pour qui ce critère ne figure pas dans les grilles d'analyse patrimoniale. Dans quelques cas, rares, le lien avec la 1^e Guerre mondiale est mis en valeur et constitue même un motif de visite.

Les caractéristiques architecturales, économiques et politiques dans lesquelles ont été construits les sites industriels de la 1^e guerre mondiale justifient pourtant pleinement leur reconnaissance, aux côtés des cimetières et des champs de bataille.

L'organisation d'un colloque européen, le premier sur ce thème, s'impose afin d'établir un état des lieux des traces matérielles existant encore aujourd'hui et d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'assurer leur conservation. Il participerait également à la construction d'une histoire et d'un patrimoine commun européen. Surtout, il donnerait de la visibilité à un réseau européen au sein de TICCIH.

Proposition à envoyer pour le **9 juillet 2018**, sous forme d'un résumé de 300 mots maximum accompagné d'une courte biographie et 3 références de publication à : cilac@cilac.com

Comité scientifique

- Florence Hachez-Leroy, Université d'Artois et Centre de recherches historiques, CNRS/EHESS, Présidente
- Helmuth Albrecht, Institute for Industrial Archaeology, History of Science and Technology, Freiberg
- Louis André, Université Rennes 2, Histoire et critiques des arts (EA 1279)
- Eusebi Casaneles, Life President of TICCIH, Former Director Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya
- Jean-Louis Kerouanton, Université de Nantes, Centre François Viète
- Miles Oglethorpe, Historic Scotland
- Massimo Preite, Università degli Studi di Firenze
- Paul Smith, ancien chercheur au ministère de la Culture et de la Communication